

## CHRONOLOGIE : LA PENINSULE COREENNE ET LA QUESTION NUCLEAIRE (1993-2007)

Par Harold Thibault

DATES	FAITS	COMMENTAIRES
<b>Mars 1993</b>	La Corée du Nord annonce son retrait du Traité de non-prolifération, retrait qu'elle suspend ensuite. En décembre, le directeur général de l'AIEA, Hans Blix, annonce ne plus être en mesure de garantir que la Corée du Nord ne produit pas d'armes nucléaires.	Les Etats-Unis, la Chine, la Russie, le Japon et la Corée du Sud vont chacun adopter des stratégies différentes face aux ambitions nucléaires de Pyongyang.
<b>12 octobre 1994</b>	Signature entre les Etats-Unis et la Corée du Nord d'un accord prévoyant le gel du programme de production de plutonium de la Corée du Nord en échange de la fourniture par Washington de pétrole.	L'administration Clinton, et notamment son négociateur sur la question nord-coréenne Robert Gallucci, choisit de coopérer avec la Corée du Nord pour tenter de mettre un terme à ses ambitions nucléaires.
<b>1998</b>	Le président sud-coréen Kim-Dae-jung met en place la politique dite du "rayon de soleil" visant au rapprochement des deux Corées.	La Corée du Sud définit une stratégie de rapprochement par des petites avancées avec son voisin du nord. Cette politique se traduira ensuite par de nombreuses concessions sud-coréennes. La politique du "rayon de soleil" traduit une divergence d'objectifs entre Washington et Séoul: la préoccupation de l'un est de dénucléariser la Corée du Nord, alors que l'autre souhaite se rapprocher à long terme de son frère ennemi.
<b>31 août 1998</b>	Tir d'un missile Taepodong-1 survolant le territoire japonais par la Corée du Nord. Le gouvernement japonais de Keizo Obuchi retire 1 milliard de dollars d'aide à la construction de 2 réacteurs à eau légère à vocation civile en Corée du Nord.	L'événement crée une vive tension entre le Japon et la Corée du Nord. La Corée du Sud est également concernée par cette démonstration de force mais réagit moins frontalement.
<b>Septembre 1999</b>	Le gouvernement nord-coréen de Kim Jong-Il s'engage à cesser ses tirs de missiles longue portée. L'administration Clinton adoucit les sanctions économiques américaines contre la Corée du Nord.	Les Etats-Unis mènent une politique d'apaisement dans le dossier nord-coréen, malgré les provocations nord-coréennes.
<b>Juin 2000</b>	Rencontre historique entre les chefs d'Etat des deux Corées, Kim Dae-Jung et Kim Jong-Il.	La première rencontre de l'histoire entre les chefs d'Etat de Corée du Nord et du Sud est un symbole. Elle est le résultat de concessions d'abord sud-coréennes et n'arrêtent pas les ambitions nucléaires nord-coréennes.
<b>Juillet 2001</b>	Le Département d'Etat américain dénonce la continuation par la Corée du Nord de son programme de missiles à longue portée.	Après l'arrivée au pouvoir du Président Bush et du Secrétaire d'Etat Colin Powell, les Etats-Unis font le choix d'une politique de confrontation avec la Corée du Nord.
<b>Septembre 2002</b>	Première visite d'un Premier Ministre japonais en Corée du Nord, Junichiro Koizumi.	Le Japon s'inspire de la politique du "rayon de soleil" afin d'apaiser sa relation avec la Corée du Nord, bien que le Japon ne soit pas prêt à autant de compromis que la Corée du Sud, car pas orienté vers le même objectif de rapprochement national.
<b>Janvier 2002</b>	Le Président américain Georges Bush inclue la Corée du Nord dans les pays de "l'axe du mal".	Cette nouvelle rhétorique traduit le choix fondamental de Washington de refuser de coopérer avec les nations défiant les Etats-Unis.
<b>Octobre 2002</b>	Le Secrétaire d'Etat adjoint américain James Kelly prétend que les autorités nord-coréennes ont admis, lors de sa visite à Pyongyang, qu'elles développaient un programme nucléaire militaire.	Cet élément de blocage advient au moment opportun pour l'administration américaine, qui souhaite bloquer le processus de négociation avec la Corée du Nord qui défie Washington frontalement.
<b>10 janvier 2003</b>	Après l'arrêt de la fourniture de pétrole à la Corée du Nord par les Etats-Unis, le Japon et la Corée du Sud pour violation de l'accord de 1994, et le renvoi des inspecteurs de l'AIEA fin 2002, la Corée du Nord annonce son retrait du Traité de Non-prolifération.	La Corée du Sud de Kim Dae-Jung navigue entre deux stratégies: d'une part elle souhaite se rapprocher de la Corée du Nord, pour des raisons historiques, culturelles, stratégiques et politiques ; d'autre part elle dépend pour sa sécurité des Etats-Unis et ne peut que s'opposer aux provocations et à la non-coopération de Pyongyang.
<b>12 février 2003</b>	Le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique, Mohamed El Baradei constate que la Corée du Nord est en rupture avec ses obligations internationales et saisit le Conseil de Sécurité des Nations-Unies.	L'opposition diplomatique entre Washington et Pyongyang persiste. Les positions de la Corée du Nord et des Etats-Unis sont inconciliables.
<b>27-29 août 2003</b>	Les Etats-Unis, la Russie, la Chine, le Japon, la Corée du Nord et la Corée du Sud se réunissent pour la première fois au sujet de la dénucléarisation de la Corée du Nord. Une deuxième et troisième réunions ont lieu en février et juin 2004. Les négociations à 6 n'aboutissent à aucune décision concrète, les Etats-Unis et la Corée du Nord se rejettent réciproquement la faute dans l'échec des négociations.	Le nouveau format de discussion est censé permettre de rapprocher les positions américaine et nord-coréenne par la médiation des quatre autres acteurs impliqués dans le dossier. Mais les résultats sont peu probants en l'absence de changement fondamental dans les positions de Washington et de Pyongyang.
<b>9 décembre 2003</b>	La Corée du Nord offre de geler son programme de développement d'armes nucléaires en échange d'une série de concessions de la part des Etats-Unis. Les Etats-Unis refusent en soutenant que le démantèlement de l'ensemble du programme nucléaire nord-coréen est un préalable.	Washington et Pyongyang souhaitent chacun bloquer le processus de discussion sur la dénucléarisation de la péninsule coréenne sans toutefois en porter la responsabilité.
<b>Septembre 2004</b>	Les pourparlers à six sont suspendus indéfiniment au constat de l'antagonisme des positions américaine et nord-coréenne.	Blocage du processus de négociation en l'absence de concessions fondamentales de Washington et Pyongyang.
<b>13 septembre 2005</b>	Reprise des pourparlers à six. La Corée du Nord propose d'abandonner son programme nucléaire militaire en échange de garanties de sécurité et d'aide économique. La Corée du Nord pose ensuite un préalable, la livraison d'un réacteur à eau légère par les Etats-Unis, jugé inacceptable les Etats-Unis et la Russie.	Avant de poser le préalable refusé par Washington et Moscou, la Corée du Nord semble revenir à une position proche de celle de l'accord de 1994.

<b>7 décembre 2005</b>	Le représentant américain dans les négociations à six, Christopher Hill, accuse la Corée du Nord de blanchiment d'argent par le biais d'une banque de Macau. La banque gèle les avoirs nord-coréens.	Ce scandale, bien que basé sur des faits réels, est une stratégie de Washington pour bloquer les négociations.
<b>3 janvier 2006</b>	La Corée du Nord refuse de poursuivre les négociations à six tant que ses avoirs à Macao sont gelés.	Alors que Washington utilise un levier financier pour faire pression sur Pyongyang, la Corée du Nord se tourne vers un levier militaire.
<b>5 juillet 2006</b>	Tir par la Corée du Nord de sept missiles, dont un de longue portée de type Taepodong-2, en Mer du Japon.	Face au blocage des négociations, la Corée du Nord réaffirme sa capacité de nuisance, notamment envers le Japon et la Corée du Sud.
<b>9 octobre 2006</b>	Les médias nord-coréens annoncent que la Corée du Nord a procédé avec succès à son premier essai nucléaire.	La démonstration nucléaire donne à Pyongyang une plus grande crédibilité militaire mais l'isole diplomatiquement, notamment vis-à-vis de la Chine.
<b>14 octobre 2006</b>	Résolution du Conseil de Sécurité des Nations-Unies, condamnation unanime de l'essai nucléaire, et mise en place de sanctions économiques, dont un embargo sur les armes.	Le gouvernement chinois ne peut plus soutenir ouvertement Pyongyang, qui a manifestement violé les règles de non-prolifération. Du point de vue sud-coréen, la mise à l'écart plus grande de la Corée du Nord révèle la faible influence de la politique du rayon de soleil sur les ambitions nucléaires de Pyongyang.
<b>22 décembre 2006</b>	Aucun progrès dans les pourparlers à six après l'essai nucléaire nord-coréen.	Entre la rhétorique manichéenne de Washington et les démonstrations militaires de Pyongyang, le dossier nord-coréen est dans l'impasse.
<b>16-18 janvier 2007</b>	Le Secrétaire d'Etat adjoint américain Christopher Hill rencontre le Vice-Ministre des affaires étrangères nord-coréen Kim Kye Gwan à Berlin et annonce des progrès dans la négociation.	Washington semble s'ouvrir à l'idée d'une coopération progressive avec Pyongyang.
<b>13 février 2007</b>	Accord de principe sur la dénucléarisation de la Corée du Nord: contre fermeture de ses installations liées au programme nucléaire, les Etats-Unis fourniront l'équivalent d'un million de tonnes de pétrole.	L'accord de 2007 rappelle en de nombreux points les avancées qui avaient déjà été faites avec l'administration Clinton en 1994.
<b>1<sup>er</sup> juin 2007</b>	Visite de l'émissaire américain Christopher Hill à Pyongyang et déblocage des fonds nord-coréens de Macao par les Etats-Unis.	Le rapprochement des Etats-Unis et de la Corée du Nord est d'abord le résultat d'une volonté nouvelle de l'administration américaine d'obtenir des résultats positifs dans le dossier nord-coréen, dans le contexte des tensions avec l'Iran et de la Guerre d'Irak.
<b>30 septembre 2007</b>	Accord signé lors des pourparlers à six à Pékin: la Corée du Nord s'engage au démantèlement de ses installations nucléaires sous le contrôle d'experts américains.	C'est la première fois que Pyongyang s'engage à respecter un calendrier précis de démantèlement de ses installations nucléaires: la Corée du Nord semble avoir obtenu les contreparties souhaitées.
<b>2-4 octobre 2007</b>	Visite du président sud-coréen Roh Moo-Hyun à Pyongyang.	Malgré les concessions modestes faites par la Corée du Nord, la rencontre entre les deux chefs d'Etat est symbolique de l'aboutissement de la stratégie du "rayon de soleil". Bien qu'intervenant à la même période que le réchauffement entre les Etats-Unis et la Corée du Nord, il s'agit de deux processus distincts: l'un est fondé sur une volonté nouvelle de Washington d'obtenir des résultats positifs dans la dénucléarisation de la péninsule coréenne, l'autre est fondé sur l'idée qu'il faut rapprocher les frères ennemis à long terme et est d'abord l'aboutissement de concessions sud-coréennes.